

12*13*14
sept. 2014

Fête de
l'Humanité
*Par le département de Loire-Atlantique
du 12 au 14 septembre 2014*



SCORPIONS
MASSIVE ATTACK
IAM - BERNARD LAVILLIERS
ALPHA BLONDY - TEMPLES
LES OGRES DE BARBACK - AYO
PUGGY - YVES JAMAIT
OUTERNATIONAL - FÉLOCHE
FLORENT MARCHET
LES LUPINS - DIVERTIMENTO
LOUIS WINSBERG TRIO
PAPANOSH - NEVCHÉ

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 982

3 juillet 2014

prix : 0,70 €

Les Congés payés

Bien mérités



VERS UNE RENTRÉE OFFENSIVE

Europe :

De quoi Junker
est-il le nom... ?

2

Alstom :



Quel avenir pour ce fleuron
industriel ?

3

Le PCF

à l'offensive !

4

Soldes :

Des conditions de travail

5

S'évader cet été :

Trois livres
pour vos vacances

6

La bataille

des territoires

7

Les « fonds vautours » américains veulent dépecer l' Argentine

En 2001, l'Argentine ruinée tombe en faillite. En 2005 et 2010, elle convainc 93% de ses créanciers privés d'effacer 70% de leur dû. Mais des fonds spéculatifs (1%) refusent le deal et se tournent vers la justice américaine, qui au terme d'un long feuilleton, vient de leur donner raison. Il faut leur verser 1,3 milliard de \$ dans l'immédiat (soit 800% de plus que leur mise initiale).D'autres créanciers pourraient demander le même traitement. Au total ce serait 15 milliards qu'il faudrait sortir. Impossible pour un pays dont les réserves de change ne dépassent pas 28 milliards et où l'inflation dépasse les 30 %.Cristina Kirchner, la présidente argentine refuse de céder à la pression de ces fonds « spéculateurs voraces ». Dans plusieurs quotidiens internationaux l'Argentine crie sa bonne foi «L'Argentine veut continuer à payer sa dette et on ne lui permet pas ».Soutenue par les 33 pays de la CELAC et le Mercosur, elle dénonce le diktat d'un groupe ultra minoritaire de détenteurs de la dette souveraine. Dans cette lutte entre la nation Argentine et les rapaces de la finance, l'été sera chaud, car une crise internationale de la dette pourrait en résulter...



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

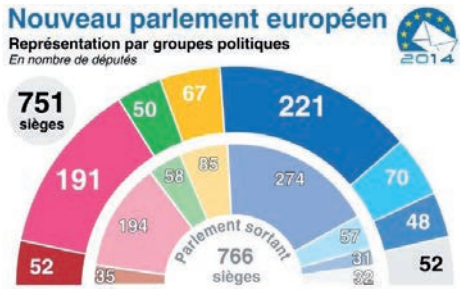


par **Pedro MAIA**
Qu'attendre de la conférence dite sociale qui s'ouvre la semaine prochaine ? A cette question, les partenaires sociaux, antisociaux pour certains, ne se font guère d'illusions. Les débats entre le MEDEF et certains syndicats de salariés, tel la CGT, risquent de s'échauffer. Dans un contexte de crise profonde, de hausse chronique du chômage malgré toutes les mesures favorables aux marges des grandes entreprises, le pays s'enfoncé. Le MEDEF dévore l'argent public, les salariés et les contribuables sont contraints de payer la facture. Même si les portes de Matignon ne claquent pas, personne ne partira ensemble en vacances et nul doute que la rentrée sera combative. Après les fortes mobilisations de ces dernières semaines à la SNCF, chez les intermittents, les résultats électoraux pour le pouvoir en place, les cotes de popularité au plus bas, quelle sera l'attitude du gouvernement ? A cette autre question, beaucoup de points d'interrogations. Réformes, pactes et autres accords dit de compétitivité ont conduit dans le mur. Alors stop ou encore? Sans augmentation des salaires, relance des investissements, relocalisation de l'emploi, taxation du capital, pas de relance de l'activité économique. Le capitalisme financier mondial, la rémunération du capital par le travail est à son paroxysme et les capitaines

Le MEDEF dévore l'argent public, les salariés et les contribuables sont contraints de payer la facture

Hollande, Valls et Montebourg ne pilotent plus le navire, ils ont abandonné la barre aux règles du marché et de la compétitivité en dépit de tous leurs effets de communication, les leurres sur l'intervention de l'Etat, l'intérêt général et la souveraineté de la France. Pis, à l'image du grand marché transatlantique ou de l'accord qui prépare la libéralisation des services, désormais c'est dans les vestibules et les bureaux secrets que se joue notre futur. C'est aussi la démocratie qu'il faut regagner. Nous avons besoin de reconstruire l'espoir à gauche. La période estivale, temps de repos bien mérité, sera aussi un temps de réflexion pour toutes celle et ceux qui n'abandonnent pas l'idée qu'une autre voie est possible. Quel contenu politique pour sortir de l'austérité et de cette situation politique qui fait peser le risque d'un retour de la droite décomplexée ou pire d'une extrême droite qui capte le mécontentement populaire ? Quel rassemblement majoritaire de toutes les forces disponibles à gauche pour défendre et porter un projet politique qui créera le rapport de force nécessaire au changement de cap ? Quelles initiatives pour y parvenir ? Si l'été porte conseil, les lendemains chanteront.

De quoi Junker est-il le nom... ?



GUE/GVN	Extrême gauche et écologistes
S&D	Socialistes et sociaux-démocrates
Verts/ALE	Verts et partis régionalistes
ADLE	Libéraux
PPE	Démocrates-chrétiens et droite
ECR	Conservateurs et eurosceptiques
ELD	Souverainistes
NI	Dont extrême-droite

Attention ! Nous sommes dans une période « d'enfumage » maximum ou les médias servent à 120% leurs créanciers, développant quantité de fausses pistes pour entrainer l'opinion dans des voies de garage... Ainsi la désignation de Jean-Claude Junker par le conseil européen des chefs d'Etats(26 contre2) pour le poste de président de la Commission, en remplacement de Baroso est présenté par les euro-communicants, comme « un tournant démocratique dans l'histoire de l'U.E ». La publicité mensongère de la campagne : « En votant aux européennes ,c'est vous qui allez désigner le futur président de la Commission »est instrumentalisée en nouveau mode de désignation démocratique. Hélas, chacun voit bien que le seul pouvoir du parlement de Strasbourg le 16 juillet sera de dire oui ou non au choix du conseil. La réponse ne fait aucun doute, car le consensus sur le choix de Junker repose sur le résultat des votes et...les « bonnes vieilles combinaisons » à l'image de la coalition allemande. Le ralliement du SPD et des socialistes européens (dont Hollande a été le meneur) a été obtenu en échange de la réélection de Martin Schulz à la présidence de l'assemblée. Ensemble, le PPE et le S&D totalisent 412 voix...et la majorité est à 376 voix. C'est pourquoi, bien qu'en régression (voir ci-dessus) les deux grandes familles politiques sont tombées d'accord pour se partager la suite des postes qui comptent...L'alternance n'est même plus nécessaire puisqu'ils ont la même pensée économique dogmatique du néolibéralisme. Ils attendent la reprise des marchés, de la réduction des déficits

et des réformes structurelles, dont le prix à payer est le moins disant social. La démocratie n'y a rien gagné, tout au contraire. Reste le personnage lui-même. Le moins que l'on puisse dire c'est que le nouveau patron de l'usine à gaz européenne n'est pas un homme neuf. Premier ministre pendant 18 ans d'un grand duché dont il su défendre les intérêts au travers des évasions fiscales et du blanchiment d'argent (l'affaire Clearstream). L'ombrageux chrétien social-luxembourgeois fut l'un des rédacteurs du traité de Maastricht, Président de l'euro-groupe de 2005 à 2013:austérité, alignement sur la pensée libérale...il cumule sur le fond tout ce qui alimente le divorce avec les citoyens européens. Impitoyable dans l'application des remèdes poisons infligés aux pays endettés de la zone euro, il est un des premiers responsables de la situation de déflation (baisse des prix, des salaires, croissance atone) qui plombe l'ensemble des économies européennes, malmenées par les orientations économiques de la troïka(Commission/ BCE et FMI). Le semestre de la présidence tournante, de l'italien Matteo Renzi (juillet à décembre 2014), ne proposera que des aménagements à la marge de rythmes et d'objectifs de la politique libérale dominante. C'est d'un grand sursaut des peuples européens dont nous avons besoin. Comme en 92 et en 2005...pour repousser les renoncements et les reniements qui menacent la souveraineté des européens eux-mêmes, devant les prétentions américaines (TAFTA), où de super-régions à la taille des Landers seront les préfectures, d'une Europe Transatlantiste, fédérale,... portée par Junker .

De vous à moi

« Simplifions ! Simplifions ! » : vers la fin du panneaux d'affichage à coté de la machine à café... La section syndicale et le droit d'affichage sont entrés dans l'entreprise, cent ans après le droit de se syndiquer(1864) à la suite des luttes de Mai-Juin 1968. Dans le cadre de son programme de simplification, le gouvernement a décidé de nouvelles dispositions tenant compte des nouvelles technologies pour l'affichage. Mais uniquement... pour «les informations relatives à l'organisation des élections professionnelles, aux dérogations à l'horaire collectif du travail et astreintes, ainsi que celles relatives aux plans sociaux dans les entreprise sans représentant du personnel et à la prévention des discriminations et harcèlement ».Tout le reste vous pouvez afficher...Déjà les « patrons-voyoux » licencient par SMS...Le numérique sera -t-il le prétexte pour faire reculer la démocratie dans l'entreprise ?

En bref

« A l'UMP...les humoristes reconnaissants ».

Ils n'ont cessé de remercier infiniment l'UMP pour leur fournir une source inépuisable d'inspiration de leurs chroniques, grâce au feuilleton à épisodes du financement de la campagne présidentielle de Sarkozy en 2012.Cerise sur le gâteau, Jean François Copé poussé à la démission de la présidence de l'UMP par le scandale Bygmalion a déposé deux propositions de loi destinée... à renforcer LA TRANSPARENCE FINANCIERE de la campagne présidentielle et des partis politiques. A peine croyable !

Régions :demandez à la population, ce qu'elle en pense !

Deux français sur trois souhaitent une réforme de l'organisation administrative de la France. Mais seulement 37% jugent prioritaire de réduire le nombre de régions ou de départements. Alors que le gouvernement veut réduire le nombre de régions dès 2015 et supprimer les conseils généraux à l'horizon 2020, 69 % se déclarent « assez » ou « très attachés » à leur département.C'est un peu moins que pour leur région(72%) et surtout leur commune. La bataille pour la démocratie de proximité au sein des territoires ne fait que commencer. Le sénat vient de déclencher la résistance...



Afrique du Sud : grève victorieuse dans les mines de platine.

Les 70.000 mineurs ont repris le travail, mettant fin à la plus longue grève de mineurs(5 mois) de l'histoire du pays. Les trois premiers producteurs mondiaux de platine sont parvenus à un accord qui prévoit la revalorisation, pendant 3 années consécutives, du salaire des mineurs les moins qualifiés.

Mer de Chine: Politique du fait accompli et manœuvres d'approche?

Après avoir acheminé une première plateforme pétrolière fin mai, dans une zone maritime clairement revendiquée par le Vietnam ,la Chine a décidé d'en déployer quatre nouvelles. Tous les pays frontaliers sont en alerte. Pékin teste les réactions de chacun, avant d'ajuster ses réactions. Dans le même temps, pour la première fois la Chine participera, aux cotés des Etats-Unis, du Japon et d'une vingtaine de pays, aux manœuvres militaires sous un commandement américain, du 26 juin au 1er août, au large d'Hawaï

Chômage à la hausse

La Loire-Atlantique affiche, en mai, une dégradation plus accentuée de la situation du marché du travail. Depuis, un an, cette hausse s'établit à +7,9%, + 1,9% en un mois. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi dans notre département s'établit à 10600. La tranche la plus touchée est celle des hommes de plus de 25 ans qui progresse de 4,1% sur un mois. **La hausse des chiffres du chômage sonne "le glas" de tout espoir en l'efficacité économique du gouvernement.** F. Hollande en avait fait un challenge personnel : c'est un échec cuisant. Dans un communiqué, Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, écrit : "Après l'aveu de la rapporteure générale du Budget quant aux effets récessifs provoqués par le pacte de responsabilité, après la note de conjoncture plus que défavorable de l'Insee pour l'année 2014, les chiffres du chômage sonnent comme le glas de tout espoir d'amélioration économique sous la politique menée par le gouvernement". "La France vient de dépasser le seuil des 5 millions de chômeurs. Manuel Valls a tout à fait raison quand il dit qu'il n'y a aucune fatalité à cela : il y a par contre des responsables. Et surtout, des victimes: comme tous les peuples en Europe, les Français sont matraqués par une austérité qui interdit toute relance économique et qui provoque détresse sociale et désespoir", estime encore le porte-parole communiste.



En Loire-Atlantique

3

La vente d'Alstom est bouclée. Quel avenir pour ce fleuron industriel ?

Pour 12,3 milliards d'euros, General Electric prend le contrôle des activités énergie d'Alstom. Avec la caution de l'État français, dont l'entrée au capital à hauteur de 20 % ne suffit pas à garantir l'intérêt national. Quant à la maîtrise de la filière nucléaire, elle apparaît fragilisée face à la toute-puissance du groupe américain. **General Electric (GE) est l'un des derniers conglomerats au monde qui construit aussi bien des turbines, des moteurs d'avions, que des appareils électroménagers, des systèmes d'imagerie médicale. Il est en outre un important acteur des services financiers.** GE annonce la couleur. Pour cet achat, il est prêt à débours 12,35 milliards d'euros. Selon les calculs du groupe, cela représente près de 8 fois le bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements de la branche énergétique d'Alstom. On peut se douter que GE va tout faire pour que sa nouvelle acquisition crache du résultat et rembourse le plus rapidement possible ce qu'elle lui a coûté.

Un fleuron de plus de notre industrie se dissout dans les calculs financiers et la docilité à leur égard. Alstom dispose de brevets de pointe, d'un carnet de commandes bien garni, d'une situation financière convenable et dégage des bénéfices. Cette entreprise sera pourtant bradée à un géant américain.

Cette affaire est également révélatrice de l'absence de politique industrielle en France. La France perdra la maîtrise de secteurs stratégiques dans l'énergie, son indépendance dans le nucléaire. L'Etat n'y gagnera rien, payant un tiers plus cher des actions de Bouygues que le prix auquel il les a vendues en 2006, et jouant désormais le rôle de coursier pour des intérêts capitalistes. En fait, son implication dans cette usine à gaz vise à masquer sa capitulation. **Arnaud Montebourg proclamait le dessein d'un grand groupe européen ? Nous voilà avec une absorption par un américain. Il assurait que la France garderait la maîtrise des**

turbines, notamment nucléaires, et des énergies alternatives ? Le Pays les perd. Et, ce n'est pas la modification du décret soumettant certains investissements étrangers en France à l'autorisation préalable de l'Etat qui pourra tenir lieu de politique industrielle.

Le rachat d'Alstom par Général Electric aurait aussi des conséquences pour nos relations commerciales et la protection de nos accords industriels antérieurs.

Ce serait une nouvelle atteinte à la souveraineté de la France dans la défense de ses intérêts. Prenons pour exemple nos relations avec Cuba où l'entreprise française Alstom est implantée, assurant environ un tiers de la production électrique du pays. Alstom a apporté sa technologie et son ingénierie dans l'installation de centrales thermiques dont elle assure le fonctionnement et la maintenance. Or, la reprise de la branche énergie par l'américain Général Electric aurait pour conséquence l'interruption immédiate du partenariat de l'entreprise avec Cuba, par simple application du blocus américain. L'embargo doit en effet être appliqué par toute entreprise américaine et à toute entreprise dont au moins 10 % des composants sont américains. Au-delà des graves conséquences pour l'économie cubaine, ce retrait aurait aussi un coût pour notre pays avec l'interruption par Alstom de la fourniture des pièces nécessaires à la maintenance et l'arrêt d'un partenariat industriel en plein développement.

Il est indispensable de décider, tout de suite, de suspendre l'opération engagée sur Alstom et d'ouvrir une grande concertation publique. Elle pourrait viser une appropriation sociale du groupe, bien au-delà de ce que l'on entend traditionnellement par nationalisation, avec l'ouverture du capital à des participations de l'État, mais aussi à des grands clients publics du groupe (EDF, SNCF, RATP), ainsi que l'octroi aux organisations représentatives des salariés du groupe de pouvoirs décisionnels d'intervention sur les choix stratégiques et de gestion. Il est grand temps de transformer les relations du groupe à la France, à l'Europe et au monde.



Arcelor a été cédé à Mittal, Péchiney à Alcan, ce qui reste de Rhône-Poulenc à Solvay, Alstom à GE...la souveraineté industrielle bradée !

Le démantèlement d'Alstom aura-t-il des conséquences dans notre département ?

En décembre 2013, le président d'Alstom énergies nouvelles a confirmé l'implantation d'un centre d'ingénierie dédiée aux énergies marines près de Nantes, dont les éoliennes offshore. À terme, ce ne sont pas moins de 200 à 250 personnes qui devront rejoindre le centre de recherche positionné près de l'IRT Jules-Verne et du futur Technocampus océan à Bouguenais. Cinquante chercheurs qui travaillent déjà sur les hydroliennes et d'autres basés à Barcelone vont le rejoindre. Avec ses deux usines de générateurs et de nacelles à Montoir, Alstom devra employer plus de 500 personnes à terme en Loire-Atlantique.

La prise de contrôle, même partielle, des activités énergie d'Alstom par GE met-elle en cause ce projet ? L'entrée de l'Etat dans le capital d'Alstom est-elle un garde-fou suffisant ? Nous savons qu'avec cet accord, les activités liées à l'énergie seront mises sous tutelle d'un géant américain qui n'a comme stratégie que de maîtriser de nouvelles technologies, qu'il n'a pas ou qu'il a besoin de renforcer, et acquérir de nouveaux marchés liés

au public, comme les éoliennes offshore. Dans cette situation, l'industrie française risque d'être mise à mal dans sa capacité à maîtriser les énergies futures.

Le savoir-faire de secteurs comme la métallurgie, les chantiers navals, l'aéronautique adapté aux énergies renouvelables et qui fait de notre région le premier pôle industriel français dans ce domaine est certes un atout ; comme la mobilisation collective et les dizaines de millions d'euros d'investissements portés par les collectivités locales. Mais, que vont-ils peser face aux appétits du groupe qui n'a qu'un objectif : la course à la rentabilité. **Ce scénario pose la question d'une autre gouvernance pour répondre à ces enjeux énergétiques et ferroviaires avec la mise en place de projets innovants en partenariat avec d'autres entreprises comme la SNCF, EDF... sans exclure les coopérations avec le chantier naval STX.**



Chaîne silencieuse

Chaque dernier mardi du mois se forme, Place Royale à Nantes, **le cercle du silence**. CCFD, Terre solidaire, la Cimade, la LDH, le MAN 44, le réseau franciscain Gubbio... en sont les animateurs essentiels. Ce cercle du silence nantais dénonce les conditions d'accueil des migrants, les conditions de détention des sans-papiers

Justice pour tous !

La justice n'est pas la même pour tous, la défense encore moins. Les plus aisés ont accès aux virtuoses du barreau, payé entre 150 et 500 euros de l'heure. Et, pour les neuf millions de français les plus pauvres qui ne peuvent avoir accès à une défense payante, il reste l'aide juridictionnelle. Problème, le budget de celle-ci, qui n'a pas augmenté depuis 2007, est désormais menacé de coupes franches au mois de janvier 2005. C'est ce qu'ont refusé plus de 200 avocats mobilisés, au Palais de justice de Nantes, lors d'une journée de grève totale. **En 2013, au barreau de Nantes, 430 avocats ont réalisé des missions d'aide juridictionnelle.**

Une insupportable provocation

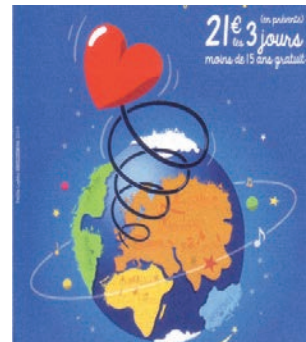
Alors que le texte de la réforme ferroviaire a été adopté mardi 24 juin dernier à l'Assemblée Nationale, la direc-



tion de la SNCF estime de bon ton d'avoir recours à la provocation et au mépris. Un spot publicitaire diffusé à la télévision présente, les « regrets » de la SNCF face aux « moments pénibles » vécus par les usagers lors des mouvements de grève. La direction assure avoir « tout mis en œuvre » pour soulager des voyageurs quasi-martyrs, à qui l'on distribue des bouteilles d'eau, dans une mise en scène digne d'une opération de secours humanitaire. Il s'agit là d'une insupportable hypocrisie. Le conflit n'aurait-il pas été évitable si elle avait accepté d'écouter les revendications et les propositions portées par les syndicats ? Pire encore, ce spot publicitaire cherche une fois de plus, comme l'a cyniquement fait le gouvernement ces derniers jours, à monter les Français les uns contre les autres. **Faussement compatissante, la direction de la SNCF en est réduite à pointer du doigt ses propres salariés qui se battent pourtant contre le démantèlement et la mise en concurrence de leur groupe, dans l'intérêt de tous les français.**

La fête de l'Humanité : débattre et rassembler pour imposer un changement de cap

Cette année, la fête de l'Humanité aura lieu les 12, 13 et 14 septembre. Elle aura une portée particulière dans le contexte que nous connaissons toutes et tous : abstention record aux élections municipales et européennes qui marque un désaveu de l'outil politique, percée inquiétante du FN, pendant que l'austérité frappe avec beaucoup de violence les classes populaires. Cette fête sera également le moment de faire converger toutes les luttes, à l'image de celles, exemplaires, des cheminots et des intermittents. À l'heure où le gouvernement fait l'exact inverse de ce pour quoi il a été élu, elle sera également le rendez-vous de toutes celles et ceux qui désirent débattre et créer un rassemblement qui aura pour but de renverser durablement les rapports de force, afin d'imposer une nouvelle majorité dans ce pays, car il y a urgence à battre en brèche le libéralisme et l'austérité triomphants. Evènement éminemment politique donc, mais aussi très festif : de nombreux artistes sont programmés, comme Scorpions, Bernard Lavilliers, Massive Attack ou encore IAM. N'hésitez pas à vous procurer la vignette auprès des militants communistes.



Le PCF à l'offensive

4

Parlement européen : le FN inutile aux Français

Le Front National, qui claironnait le contraire tout au long de la campagne des européennes, vient d'échouer à constituer un groupe au Parlement européen. Si l'opération de banalisation du FN a malheureusement fonctionné lors du scrutin européen en France, l'opération séduction de Marine Le Pen a rencontré des résistances dans le Parlement européen.

Elle aura pourtant tout essayé, avec ses partenaires xénophobes et ultralibéraux pour débaucher partis et non-inscrits. Tous les dangers ne sont pas écartés car c'est le souverainiste anglais Nigel Farage qui rafle la mise chez les eurosceptiques et qui réussit à constituer un groupe, grâce à une dissidente FN... Mais la leçon à tirer est que le FN est inutile. Inutile pour ceux qui croyaient se faire entendre en Europe en votant FN, inutile pour protéger les travailleurs, inutile pour notre pays et notre peuple.

En revanche, les Français pourront compter sur une voix solidaire et progressiste, celle d'un groupe de la Gauche unie européenne – Gauche verte nordique avec 52 eurodéputés ; un groupe renforcé, paritaire, plus divers et déterminé à combattre aux côtés des salariés contre l'Europe libérale et pour une Europe au service des peuples et des travailleurs.



Reconstruire l'espoir à gauche et l'espoir pour la France, tel est le leitmotiv des communistes après le conseil national des 14 et 15 juin derniers, il conduit à une feuille de route tel que nous la reproduisons ci-dessous :

Pour reconstruire l'espoir à gauche et l'espoir pour la France, le Conseil national du PCF a appelé à un immense effort politique pour rendre possible, d'ici 2017, l'ouverture d'une perspective de gauche.

Face aux risques d'enlèvement gravissime de notre pays dans la crise et le chômage, face aux menaces qui pèsent sur l'avenir de la France et ses valeurs de solidarité, face aux dangers de réponses de plus en plus rétrogrades, à la montée des peurs et des racismes, **un autre avenir pour la France est possible**, autour d'un projet de solidarité, d'une alternative de transformation sociale, d'une ambition de redressement national dans la solidarité avec les autres peuples d'Europe et du monde.

Les communistes lancent un appel à toutes celles et ceux qui refusent l'impasse et l'injustice de la politique actuellement menée, qui ne veulent ni du retour de la droite, encore moins de l'extrême droite et qui veulent sortir de l'austérité et construire le projet de gauche dont la France a besoin. À toutes et tous, nous disons : « ouvrons le dialogue, le chantier commun de la construction de ce projet et agissons ensemble ». Entrons partout en dialogue, en travail, en action, sous toutes les formes possibles, dans tout le pays, à tous les niveaux pour dire : « voilà la politique de gauche, la politique pour la France que nous voulons. Voilà la politique que nous voulons voire traduite en avancées immédiates et faire gagner en 2017 ».

Le Conseil national du PCF propose la construction et la mise en mouvement d'un Front large, d'un Front du peuple, unissant forces populaires, sociales et politiques, autour d'un projet qui doit être celui du bien commun et de l'humain d'abord. Le Conseil national convoque une conférence nationale du PCF les 8 et 9 novembre 2014 pour faire un point d'étape des campagnes d'actions politiques, poursuivre le travail de projet, de rassemblement et prendre de nouvelles initiatives. Tout ceci en favorisant l'écoute et la participation des adhérents.

Comment construire ce chemin ?

Quatre propositions :

1. Intensifier sans attendre notre activité dans les luttes pour placer les exigences portées par tous les acteurs-trices concerné-e-s au cœur du débat sur le projet que nous voulons porter pour la France : SNCF, intermittents, Alstom, débat budgétaire sur le plan Valls, réforme territoriale dont la bataille pour obtenir un référendum national sur ce projet,...

2. Une campagne politique dans la durée sur cinq axes de transformation sociale, pour reprendre l'offensive politique et idéologique :

- Libérer l'économie et le travail, les services publics, la société des coûts du capital avec de nouveaux financements et de nouveaux pouvoirs.
- Contre l'insécurité sociale et la société de concurrence, donner la priorité à l'humain et au bien commun.
- Reconquérir notre industrie pour la mettre au service de l'emploi, d'un nouveau modèle productif, d'une transition écologique et de progrès social. La convention nationale sur l'Industrie se tiendra les 10 et 11 octobre prochains.



- Construire une nouvelle démocratie, fondée sur le pouvoir des salariés et des citoyen-ne-s.

Amplifier notre bataille pour la refondation de l'Union européenne.

3. Intensifier notre travail de projet en le mettant au centre de toute notre activité avec la société

- Lors de la matinée du dimanche 9 novembre de la conférence nationale : une dizaine d'ateliers sur le projet ouverts à tous les communistes qui le souhaitent et à tous ceux et celles qui travaillent dans nos réseaux.

- Courant 2015, une série d'initiatives publiques du PCF dans le pays, sur le

thème « Quel projet pour la France ? Les communistes à votre rencontre » avec la participation du secrétaire national, pour des débats et des échanges avec la société.

- Poursuite du travail de conventions thématiques.

La tenue d'une convention nationale du projet à la veille du prochain congrès national.

4. Déployer avec une audace nouvelle le travail de rassemblement et de construction politique

- Jusqu'à la conférence nationale de novembre, prendre des initiatives afin de redonner la parole aux citoyen-ne-s pour refonder la politique et la gauche.

• Initier dans tout le pays, sous toutes les formes possibles, un processus de large rassemblement jusqu'à l'été 2015 pour un nouveau projet de gauche pour la France avec de grandes étapes nationales à construire et qui s'enracine dès maintenant dans des initiatives locales démultipliées. Nous voulons remettre en mouvement, au travail, et en action toutes les forces qui veulent reconstruire une autre voie que la fuite en avant dans l'austérité.

- Organisation en France à l'initiative du PGE d'un forum européen des alternatives au printemps 2015.

• Travailler à faire du Front de gauche un animateur crucial de la construction de ce front large. Nous voulons le relancer en procédant aux changements nécessaires. Pour cela, poursuivre le travail d'évaluation engagé pour déboucher sur une relance appropriée du Front de gauche. Nous proposons, début septembre, une grande réunion d'un Conseil national élargi du Front de gauche pour engager une vraie dynamique.

- La Fête de l'Humanité sera la première grande échéance de convergence des luttes, des campagnes politiques, du travail de projet et de rassemblement pour un Front large du peuple et de la gauche.

Travailler au renforcement du PCF, notamment dans les entreprises et les services, avec un effort particulier sur la formation, l'éducation populaire et l'accueil des nouveaux adhérents ainsi qu'à la valorisation de nos initiatives de solidarité concrète (journée à la



60 000 pauvres supplémentaires entre 2008 et 2011. La région n'échappe pas aux répercussions sociales de la crise économique.

410 000 Ligériens vivent en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 977 ? mensuels de revenus, toutes rémunérations et prestations comprises, pour une personne seule, soit 60 % du revenu médian (la moitié des Français disposent d'un revenu supérieur, l'autre moitié d'un revenu inférieur). Pire, ils sont de plus en plus nombreux depuis 2008, début de la crise économique.



Le social au cœur

5

Conditions de travail soldées !

La semaine dernière a été donné le coup d'envoi des cinq semaines de soldes d'été. Les vendeurs/ses seront en première ligne pour accueillir les clients dans les différents magasins de notre département. C'est l'occasion pour notre rédaction de revenir sur les conditions de travail, souvent difficiles, de ces salariés.

Ce secteur du commerce et des services emploie massivement des jeunes souvent dans des conditions précaires avec un recours généralisé au CDD et pour des salaires dépassant rarement le SMIC. Nous sommes allés à la rencontre de vendeuses et de salariés de l'encadrement pour comprendre leur malaise actuel.

« La pression concernant l'atteinte d'objectif est toujours plus pressante. Cela s'articule autour de deux grands éléments : le chiffre d'affaires et le taux de marge. L'un et l'autre conditionnant les éventuels primes. La pression est constante » nous explicite un directeur de grande enseigne.

« La reconnaissance du travail effectué est quasi-inexistante. On nous demande d'être toujours plus polyvalent en assurant les missions de conseil, de manutention et parfois même de sécurité faute d'investissement dans un personnel qualifié sans contrepartie salariale » nous souffle une vendeuse d'articles textiles.

Le point commun des différents rencontres effectuées est limpide, les propriétaires et actionnaires des grands groupes cherchent un profit immédiat en compressant toujours un peu



plus la « masse » salariale.

En clair, l'on demande aux salariés de développer chaque jour un peu plus les ventes sans investir dans l'emploi pourtant condition sine qua none d'un conseil au client efficace ... source éventuelle d'achat.

Autre sujet de colère pour ces vendeuses

qui ont souhaité garder l'anonymat : « On nous promet sans cesse des perspectives d'évolutions salariales en fonction de notre engagement, mais en réalité nous restons scotchées au SMIC ».

Dans ce contexte, les syndicats, qui n'avaient mis qu'un petit pied dans les boutiques de fringues, se donnent comme priorité de s'y implanter et y progressent pas à pas. A Camaïeu par exemple les salariés ont osé une grève en décembre 2012, pour dénoncer la pression constante. Pour Thierry Ménard, secrétaire fédéral de la CGT Commerce « les grands groupes se sont organisés. Ils pensent rentabilité. Des emplois ne sont plus remplacés. Il y a de moins en moins de CDD pour les coups durs. Les filles n'en peuvent plus du management stressant ». Les luttes collectives et organisées démontrent dans ce contexte toute leur importance.

Lutter pour gagner !

« Le gouvernement s'entête dans ses politiques d'austérité en octroyant toujours plus de cadeaux aux grandes entreprises, sans contrepartie en matière d'emploi, d'augmentation des salaires, de lutte contre la précarité et le chômage, et en réduisant toujours plus les moyens de l'action publique. » affirme dans un récent communiqué la CGT.



De nombreuses actions revendicatives se développent en ce moment et portent des exigences en matière d'emploi, de salaires et de conditions de travail notamment dans les secteurs des transports, des déchets, ou encore chez les infirmières anesthésistes ... Elles sont souvent couronnées de succès et démontrent que lorsque les salariés relèvent la tête ils peuvent remporter des victoires.

Cette journée de mobilisation, à laquelle vont participer dans certaines Solidaires et la FSU, avait été décidée par la CGT au lendemain des élections européennes, marquées par le succès du Front national, pour « appeler à un changement radical de politique? ».

La CGT a dans ce contexte « décidé d'aller à la rencontre des salariés? » et a organisé 117 manifestations, défilés et rassemblements à travers le pays la semaine dernière avec en point d'orgue la mobilisation interprofessionnelle du 26 Juin.

La culture est une richesse

L'accord sur le nouveau régime des intermittents prévoit un plafonnement des indemnités, ainsi qu'un "différé" d'indemnisation. En clair, les intermittents devront attendre avant de toucher leurs indemnités. Enfin, les cotisations sur les salaires devraient progresser. De 10,8%, elles passeraient à 12,8% : 8% pour les employeurs et 4,8% pour les salariés. C'est donc une véritable remise en question du statut des intermittents que le gouvernement souhaite mettre en place par cette nouvelle réforme.



Dans ce cadre et malgré les trois « sages » mandatés par Manuel Valls pour une concertation avec l'ensemble des acteurs, les grèves et AG se poursuivent, et les festivals de l'été sont menacés.

Pour la CGT spectacle en Loire-Atlantique « la priorité est d'informer les salariés, en multipliant notamment les prises de paroles lors d'événements et les assemblées générales ». Au niveau régional une annulation d'événement a eu lieu par le Maire (PS) du Mans, ce que condamne fermement la CGT spectacle qui y voit « une manipulation cherchant à mettre sur le dos des salariés cette décision » Au contraire ils souhaitent que « les salariés eux-mêmes puissent décider de leurs formes de lutte et moyens d'actions »

En bref

Rythmes scolaires - La colère monte.



Alors que la réforme des rythmes scolaires reste contestée, comme l'illustrent les deux

requêtes qui réclament au Conseil d'Etat l'annulation du décret sur les nouveaux rythmes, Benoît Hamon, le ministre de l'éducation, reste inflexible. Invité de France Info récemment, il a réaffirmé que la réforme s'appliquerait « partout » à la rentrée prochaine et que les maires ne l'appliquant pas seraient condamnés.

Le ministre a insisté sur le fait qu'étudier « cinq matinées au lieu de quatre, c'est, chaque semaine, un temps supplémentaire pour travailler dans de bonnes conditions, le matin étant le moment de la journée où l'attention des enfants est la plus soutenue ». « Désormais l'école s'adapte aux rythmes de l'enfant », et pas à ceux des adultes, « c'est une petite révolution ». Pourtant de nombreuses questions restent en suspens et des mouvements de parents et salariés se multiplient. Au cœur des enjeux la question des financements et du coût supporté par les familles lors des nouveaux temps périscolaires.

Quid de l'avenir de cette réforme, une fois les financements exceptionnels de l'Etat arrêtés et de l'égalité de traitement de l'ensemble des enfants sur le territoire national ? Une question dont le gouvernement devra se saisir prioritairement, lui qui est le seul garant du grand service public d'Éducation Nationale.

Solidarité avec le peuple palestinien !

La situation en Palestine devient chaque jour de plus en plus dramatique.

Depuis la disparition de 3 jeunes israéliens le 12 juin, Israël a lancé une répression extrêmement violente et totalement disproportionnée en Cisjordanie et à Gaza : Arrestations massives : plus de 350 personnes à ce jour dont le président du Parlement palestinien, des députés et journalistes palestiniens. 55 ont été mis en détention administrative.

Pour que cesse la barbarie, demander au gouvernement français de faire pression sur son homologue israélien et de soutenir la demande de la Palestine d'une réunion du Conseil de sécurité et dénoncer le silence des médias, l'association France Palestine a organisé une manifestation à Nantes pour interpeller le gouvernement !

La campagne de fouilles 2014 a commencé à Saint-Lupien (Rezé).

Depuis fin mai, 40 étudiants et 30 chercheurs venus de toute la France, participent à la reprise d'importantes fouilles archéologiques menées sur l'ancien port fluvial qui remonte à la période antique sur le site de la Chapelle de Saint-Lupien. Les travaux ont révélé l'importance d'une ville (Ratiatum) au 1er et au 2ème siècle de notre ère. La cité gallo-romaine s'étendait sur plus d'un kilomètre le long de la Loire dont le cours se situait plus au sud qu'aujourd'hui. « **C'est un site unique qui réunit les trois entités fondamentales d'un port** » rappelle Ophélie de Peretti, archéologue de la ville de Rezé. « Il donne accès à l'espace navigable de l'époque, aux aménagements de berges mais aussi aux espaces de stockage et de vente ». La qualité des bois découverts, en font les plus anciens éléments connus en Europe. Les visites sont organisées tous les jeudis à 17h30 jusqu'au 17 juillet. A la rentrée 2015, un centre d'interprétation et d'animation du patrimoine ouvrira sur le site pour valoriser ces vestiges et ceux de la chapelle médiévale attenante.



Culture, idées

6

À la chapelle de l'Oratoire

Fernand Léger...

L'exposition qui se tiendra jusqu'au 31 août réunit des œuvres peintes entre 1924 et 1946. Elle montre l'importance que l'artiste accordait aux objets de tous les jours.

« La domination de l'objet est partout dans la vie actuelle » disait Fernand Léger dans les années 20.

Les objets du quotidien surgissent dans son art. A l'image du tableau qui est aussi l'affiche de l'expo : La Joconde aux clés.

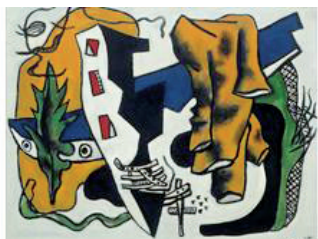


Considéré comme un peintre « réaliste » en phase avec les éléments de la vie moderne, le peintre propose des associations d'objets flottants, de motifs biomorphiques. A trouver : un vase, un chapeau, un manteau, une pipe, une grappe de raisin, un compas, des cartes à jouer.

S'il reste fidèle au « réalisme de conception » qu'il définit comme celui de la ligne, de la forme et de la couleur, Léger semble aussi attentif aux recherches plastiques des Surréalistes. Ami de Man Ray et de Duchamp, il retrouve lors de son exil aux Etats-Unis, Breton, Ernst...

Issue d'une collaboration entre le musée des beaux-arts de Nantes et le musée national Fernand Léger de Biot, et la réunion des musées nationaux-Grand-Palais, l'exposition : Fernand Léger : reconstruire le réel propose un regard inédit sur le travail de l'artiste, notamment La feuille verte, un tableau de 1945, peint pendant la période américaine est la seule œuvre de Fernand Léger achetée dès 1948 par la ville de Nantes.

Tous les jours de 10 à 18h (gratuit en nocturne, de 18 à 20 h tous les jeudis de l'été).



S'évader en trois livres d'été...

Alors que l'été s'installe, les envies d'autres paysages, de rencontres d'ailleurs se mettent à s'imposer.

Par Pierre DAGUET



Pour commencer, nous pourrions partir de l'autre côté de l'Atlantique avec « **Faillir être flingué** », de Céline Minard, dans un Far-West d'artifice haut en couleurs. Nous suivrions ainsi un chariot tiré par des bœufs depuis plusieurs semaines au milieu des cris d'une vieille femme mourante, ou alors un cow-boy furieux à la recherche du voleur de son cheval. Nous ferions la rencontre d'Eauqui-court-sur-la-plaine la guérisseuse et de Zébulon, entrepreneur ambitieux en plaisirs de détente. Arrêtés pour une obscure raison dans un saloon tenu par Sally, la propriétaire en train de fumer la pipe, nous pourrions assister à un concours de tir au pistolet et à la traversée fulgurante de la ville par un troupeau de chevaux. Ce roman, qui vient de recevoir le prix du Livre Inter, emprunte aux traditions de la littérature de la conquête de l'ouest américain et utilise avec beaucoup d'intelligence tous les clichés rebattus du genre, mais sans jamais se prendre au sérieux et avec un humour constant.



Afin de poursuivre le lent mouvement vers l'ouest que nous aurions suggérés les bœufs de nos pionniers, nous pourrions passer de l'autre côté du Pacifique pour nous retrouver dans un chalet isolé par une tempête de neige en Corée du sud, dans un huis clos inquiétant au milieu de six spécialistes de tueurs en série.

Là, le roman – « **sept yeux de chat** », de Choi Jae-hoon-, dont le sujet policier n'est qu'un prétexte, va nous amener, sur le motif de meurtres successifs, à entrer dans la peau d'un certain nombre des personnages, voire d'un –ou de plusieurs- auteurs, dans une mise en abîme très maîtrisée (une histoire dans une histoire dans une histoire...)



Plus à l'ouest de la Corée, c'est-à-dire en se rapprochant de nous, nous pourrions accompagner Benny Ziffer, juif d'Israël, dans ses périples au Caire, à Istanbul ou à Athènes... Très porté sur les interminables conversations de café, les déambulations sans but et les heures passées à fouiller les caisses des librairies, notre voyageur nous en apprendrait plus sur la vie des habitants que sur l'histoire officielle des pays traversés. « **Entre nous, les Levantins** » recueille des joies et des espoirs, des sarcasmes, de la mauvaise foi, des superstitions et des formules péremptories, rapportés par un indéfectible optimiste, convaincu de contribuer par son incessant questionnement, rien moins qu'à la paix au Proche-Orient. Ajoutons, ce qui ne gâte rien, un goût certain de l'auteur pour la culture française... Le périple de Benny Ziffer prenant fin dans les rues du Marais à Paris, la boucle serait ainsi bouclée.

Echapper à la logique dévastatrice du 24/7...

L'adulte contemporain ne dort plus que six heures et demie par nuit, contre huit pour la génération précédente et dix au début du XX^e siècle. De quoi cette érosion du sommeil est-elle le symptôme ?

Selon Jonathan Crary, professeur d'histoire de l'art à l'Université de Columbia, à New York, **ce grignotage du temps de sommeil caractérise le capitalisme contemporain**. Par son mot d'ordre 24/7 (vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept) il régit le quotidien de chacun : travailler, consommer, bloguer, jouer, chater,... Tout est désormais possible à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. **Notre monde s'apparente à un univers dont toutes les ampoules seraient allumées...sans interrupteur pour les éteindre.**

Ces temporalités sont dévastatrices pour la vie sociale. Le régime 24/7 crée l'illusion d'un temps sans attente, d'une instantanéité à la demande, avec la promesse de pouvoir obtenir ce que l'on désire tout en demeurant isolé de la présence des autres (Le nombre de personnes qui se lèvent la nuit pour consulter leurs messages électroniques ou accéder à leurs données est en train de croître...).

Ce modèle a entraîné l'atrophie de la patience individuelle et des égards essentiels à toute forme de démocratie directe: la patience d'écouter les autres, d'attendre son tour pour parler. Le phénomène du blog révèle le triomphe d'un modèle « d'auto-conversation » à sens unique. **Qu'elles qu'en soient les intentions, il est à l'opposé de la démocratie politique, qui implique le partage, la réciprocité ou la**

coopération.

De l'autre côté, la pression est forte sur les salariés pour qu'ils s'adaptent à la demande (ouverture le Dimanche, extension des horaires...). Les populations doivent en conséquence réorganiser « leur vie » pour se conformer à cette continuité. **Cette étape du néolibéralisme en crise exige la fin du capitalisme « réglementé ».** Le temps consacré au repos, à la santé et au bien-être devient « trop cher » pour pouvoir se faire une place au sein de l'économie mondialisée. L'assaut lancé contre le sommeil est inséparable du processus de démantèlement des protections sociales. **Tous les empiétements que l'on fait subir au sommeil, créent les conditions d'un état d'insomnie généralisé. Il ne nous reste plus qu'à l'acheter via la consommation de somnifères.**

Est-il possible de résister ?

Imaginer un avenir plus radieux commence par des rêves de sommeil. **Toute résistance face aux aliénations de la société marchande, implique de repenser radicalement nos besoins et de redécouvrir nos propres désirs.** Un seul rêve dépasse tous les autres : celui d'un monde partagé, dont le destin ne soit pas fatal. Un monde sans milliardaires, un monde qui ait un autre avenir que celui de la barbarie capitaliste.



3,8 millions

C'est le nombre de personnes, fin 2012 qui perçoivent l'un des neuf minima-sociaux. Ce chiffre a crû de 4,4 % entre 2011 et 2012. Des allocations (RSA, AAH, etc.) gérées par la CAF ou le Conseil Général...

« Lorsque toutes les collectivités publiques, asphyxiées financièrement, cesseront leurs investissements, c'est tout un pan de l'économie qui va reculer »

Philippe Grosvalet, président du Conseil Général de Loire-Atlantique.

Comme quoi, a force de le répéter, le message des élus communistes passe.

Au cœur des collectivités

7

Conseil Municipal de Nantes

Déontologie, crédit social étudiant, Seita la contribution des communistes

Réuni le 23 juin, le Conseil Municipal de Nantes met en valeur l'originalité et l'implication des élus communistes. Particulièrement relayé dans la presse, une Charte de déontologie est adoptée à l'unanimité du Conseil Municipal, l'occasion pour Aymeric SEASSAU de revenir sur des fondamentaux. Rappelant que les élus municipaux sont ceux qui bénéficient de la meilleure image, la revendication d'un vrai statut de l' élu permettant à tout citoyen, sans distinction de classe, de mener un mandat électoral ne peut que concourir à conforter la confiance dans des élus représentants le peuple. Tout autant que par la collusion du pouvoir et de l'argent, la proximité entre élus et autres citoyens peut être menacée par les hommes politiques qui une fois élus tournent le dos à leurs engagements et ne répondent pas aux attentes populaires. Dans l'action concrète, Robin Salecroix, chargé de la vie étudiante, est le rapporteur concernant le micro-crédit pour l'avance du dépôt de garantie des étudiants. Il s'agit, dès la rentrée 2014 de combler un manquement dans les dispositifs existants. En effet, si la Région a déjà mis en place une caution permettant de couvrir les éventuels impayés des locataires, les dégradations du logement n'étaient couvert par aucun dispositif... Le micro-crédit permettra de couvrir ce risque et d'avancer le premier loyer car les différentes dépenses d'inscription, d'abonnement transport sont générale-

Le logement est un droit pour tous!



Avec les élus communistes

ment concentrés sur la période de la rentrée. Le prêt, consenti par Nantes en liaison avec le Crédit Municipal et le Centre Régional œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS), se ferait sur 10 mois avec un taux d'intérêt de 3,5 %... La communication sur ce dispositif sera effectuée par le CROUS. Katel Favennec est intervenue sur le point consacré aux effectifs du personnel afin de dénoncer le dogme de la non augmentation de la masse salariale et d'inciter à persévérer dans les efforts visant à résorber la précarité dans le secteur public. En marge de la séance officielle, le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur le vœu présenté par Johanna Rolland de soutien aux emplois de la SEITA avec le fort appui des communistes. Il dénonce l'argumentaire fallacieux de la direction, la production de Carquefou étant rentable au sein du groupe Imperial Tobacco dont l'activité est particulièrement florissante (bénéfice net à 1 milliard d'euros, en hausse de 38%). Ce sont 327 emplois menacés par la volonté de la multinationale d'augmenter en permanence son taux de profit. Une table ronde avec le président du Conseil Régional, le président du Conseil Général et la Maire-présidente de Nantes-Métropole et le PDG de la SEITA est demandée afin d'examiner les solutions alternatives à la fermeture du site.

Penser la Loire



A l'occasion du lancement du débat citoyen à Nantes Métropole, le groupe communiste a rappelé que le fleuve a toujours été une question primordiale. Si Nantes peu à peu se réconcilie avec son fleuve au travers du Mémorial de l'esclavage, la mise en place de nouvelles politiques d'aménagement seront nécessaires à la valorisation du territoire. Avec la Loire, ce sont 26 000 emplois induits par l'activité du premier port français de la façade atlantique, ce sont des activités de barging et de remonté du fleuve à développer en lien avec les industries déjà en place et à venir (DCNS, recyclage à Cheviré, etc.). Toujours en matière économique, il faut penser au tourisme culturel et « vert » qui bénéficie de la richesse et de la diversité écologique de l'estuaire, voire au loisir qu'est la navigation de plaisance. Penser la Loire c'est également penser la mobilité au travers des franchissements, de la complémentarité possible fleuve / rail / route, de l'accès aux services publics comme le futur CHU... Tous ces usages devront trouver une façon favorable de se combiner en associant l'ensemble des acteurs du territoire, habitants, salariés, entreprises... Ce sera là le grand enjeu du débat que les élus communistes souhaitent constructif et positif.

La bataille de la réforme territoriale au Conseil Général et au Conseil Régional

Légitimes interrogations au Conseil Général de Loire Atlantique le 23 juin. La matinée était consacrée à de libres expressions sur la réforme territoriale. Dans son introduction, le Président de l'assemblée pointe le fond du sujet : « le Gouvernement passe à côté des vrais enjeux ». Roger David, Conseiller communiste s'exprime : le projet territorial du moment ne vise qu'à développer l'austérité pour accroître la concurrence et répondre aux exigences de la finance. Les transferts de compétences prévus n'ont qu'un objectif, en finir avec le département. Il pointe le danger de nouvelles féodalités : « Nous redeviendrons des sujets de métropoles au lieu des comtés et des grandes régions au lieu des provinces et seigneuries d'hier ». Dans son intervention du 26



juin à la Région, Aymeric Seassau, tient le même discours en ajoutant : « Qui peut croire que nous reconstruirons une démocratie en crise avec moins d'élus locaux disposant de moins d'autonomie fiscale et au final de moins de moyens pour répondre aux besoins exprimés sur nos territoires ? ». Aux deux assemblées, les élus communistes concluent par un appel à un débat ouvert sur l'avenir des collectivités et des territoires.

Près de vous

D'autres rythmes scolaires pour Vertou

La liste «pour une alternative à gauche à Vertou - l'Humain d'Abord ! » a présenté un contre projet d'organisation des rythmes scolaires, celle proposée par la ville étant à minima et budgétée avant toute consultation. Le coût de la réforme ne doit pas être supporté par les familles et les temps péri-scolaires ne doivent pas se transformer en garderie et doivent être encadrés par des animateurs qualifiés.

Saint-Herblain : cession du patrimoine social, élus rassurés mais pas trop

Suite à une rencontre avec les bailleurs sociaux, les élus communistes de Saint-Herblain se sont abstenus, tout comme une partie des Verts. Les informations demandées de longue date ont été transmises et elles s'avèrent rassurantes pour les locataires sociaux. Cependant, comme rappelé lors du Conseil Municipal du 30 juin, le groupe communiste maintient sa vigilance sur le parc locatif social et appelle à ce que l'accession abordable à la propriété puisse se faire systématiquement dans du neuf.

Adoption de 3 vœux au Conseil Régional

« Arrêt des négociations sur le partenariat transatlantique », présenté par les groupes Communistes, Verts et Ecologie Solidarité.

« La Navale, une filière industrielle stratégique d'avenir », présentée par le groupe Communiste au nom de la majorité.

« Pour que vive la SEITA », présentée par le groupe Communiste au nom de la majorité.

Ces textes sont à retrouver sur groupe-communiste-paysdelaloire.fr

Le logement reste définitivement un combat - Rezé

Empoignades lors du Conseil Municipal de Rezé du 25 juin autour de la vente d'un terrain à Coop Habitat afin de réaliser un programme de logements en mixité sociale. Les critiques virulentes d'une droite peu désireuse de faire passer le quartier au dessus des 10% de logements sociaux, laissent froid Yann Vince, adjoint communiste à la construction, qui répond : « en construisant des logements sociaux, nous prenons nos responsabilités », trouvant cette densification dans la poursuite de la politique sociale de l'habitat de la ville.

